



**ROUEN**

# L'après-Lubrizol se dessine enfin

**Résilience.** Trois ans après l'incendie de l'usine, le territoire multiplie les projets pour développer une culture du risque qui lui manque cruellement.

PAR AUDREY EMERY

L'épais nuage noir hante encore la ville. Le 26 septembre 2019, 9 500 tonnes de substances chimiques et de matériaux divers sont parties en fumée depuis les sites industriels de Lubrizol et de Normandie Logistique. « L'incendie n'a fait aucun mort ni blessé direct », rappelle la directrice générale de Lubrizol France Isabelle Striga, tout en reconnaissant que « cet événement a marqué les mémoires. Mais aujourd'hui, tous les voyants sont au vert pour qu'on tourne la page ».

Les causes de l'accident demeurent toutefois inconnues, l'enquête judiciaire – dans laquelle Lubrizol est mis en examen pour « déversement de substances nuisibles dans les eaux » et « rejet en eau douce de subs-

tances nuisibles au poisson » – promet d'être longue. « Des gens ont déménagé, des agriculteurs ont vu leurs terres polluées; moi, j'ai dû faire décontaminer mon logement. Nous attendons toujours d'être indemnisés », déplore Simon de Carvalho, président de l'Association des sinistrés de Lubrizol, qui regroupe 25 000 personnes et s'est portée partie civile.

L'amélioration de la réparation des dommages est l'une des recommandations de la commission d'enquête sénatoriale, mise en place au lendemain de l'incendie pour évaluer l'intervention des services de l'État (voir encadré). Dans son rapport de juin 2020, elle a pointé « des manquements graves qui nuisent à l'efficacité des mécanismes de prévention des accidents industriels ». « On a laissé les gens seuls », affirme

**Sentiment d'abandon.**

Route de la Corniche, à Rouen. La confiance envers l'État et les industriels a été mise à mal par l'événement, qui, par chance, n'a fait ni morts ni blessés.

Simon de Carvalho. Lui a eu la chance de pouvoir appeler un ami salarié dans une usine chimique: « Il m'a dit: "Tu te calfeutres, tu scotches les aérations, tu lessives tes murs et tu bois beaucoup d'eau." » Mais combien de Rouennais n'ont pas eu ces réflexes et sont sortis pour voir ce qu'il se passait, déposer leurs enfants à l'école ou fuir la ville? « Les consignes étaient mal connues ou mal perçues. Résultat: les stratégies personnelles l'ont emporté sur les préconisations de la sécurité civile », observe Matthieu Fournier.

Depuis novembre 2020, cet hydrogéologue coordonne un projet de recherche conduit par l'université de Rouen. Baptisé Cop Herl, il regroupe 19 laboratoires et une centaine de scientifiques et de techniciens qui étudient les conséquences environnementales, sanitaires et sociologiques de l'incendie. Il a rendu ses premières conclusions en juin. « La question la plus prégnante, c'est celle de l'instauration d'une culture du risque », résume Matthieu Fournier. C'est, en effet, l'un des grands

COMME SILLER/REA POUR « LE POINT »





HO/AFP - COME SITTLER/REA POUR « LE POINT »

paradoxes révélés par l'incendie: alors que Rouen fait partie de l'un des départements français les plus exposés au risque industriel (avec 39 sites Seveso seuil haut), la connaissance de celui-ci se révèle très faible. « On a découvert au matin du 26 septembre 2019 qu'on était entourés de sites dangereux », souligne Simon de Carvalho. Ce ne sont pourtant pas les plans de prévention des risques technologiques qui manquent: la métropole de Rouen en compte cinq! « *Le Dicrim* [Document d'information communal sur

**« Aujourd'hui, tous les voyants sont au vert pour qu'on tourne la page. »** Isabelle Striga, directrice générale de Lubrizol.

les risques majeurs, NDLR] est considéré comme l'un des meilleurs en France, mais la population ne le connaît pas », ajoute Matthieu Fournier. Trop technique et trop anxiogène. « *Le risque provoque un conflit cogni-*

**Site Seveso.** Le 26 septembre 2019, l'usine chimique Lubrizol et les entrepôts de Normandie Logistique prenaient feu.

*tif: on a conscience du danger, mais, pour s'en protéger, on préfère le refouler et faire confiance aux autorités. Du coup, quand il y a un accident, la colère l'emporte »,* analyse Marc Sénant, responsable savoir-faire et méthodes à l'Institut pour une culture de sécurité industrielle (ICSI).

Avec cette association créée au lendemain de l'accident d'AZF à Toulouse, la métropole de Rouen a signé une convention afin d'instaurer d'ici à la fin de l'année une instance de dialogue sur le sujet avec les habitants. Pour en ■■■







► 15 septembre 2022 - Rouen

## Rouen très exposé au risque industriel

- Site Seveso seuil haut
- Site Seveso seuil bas

Le seuil est calculé en fonction des produits fabriqués et des risques encourus lors de leur utilisation.

Source : Dreal Normandie, octobre 2021.

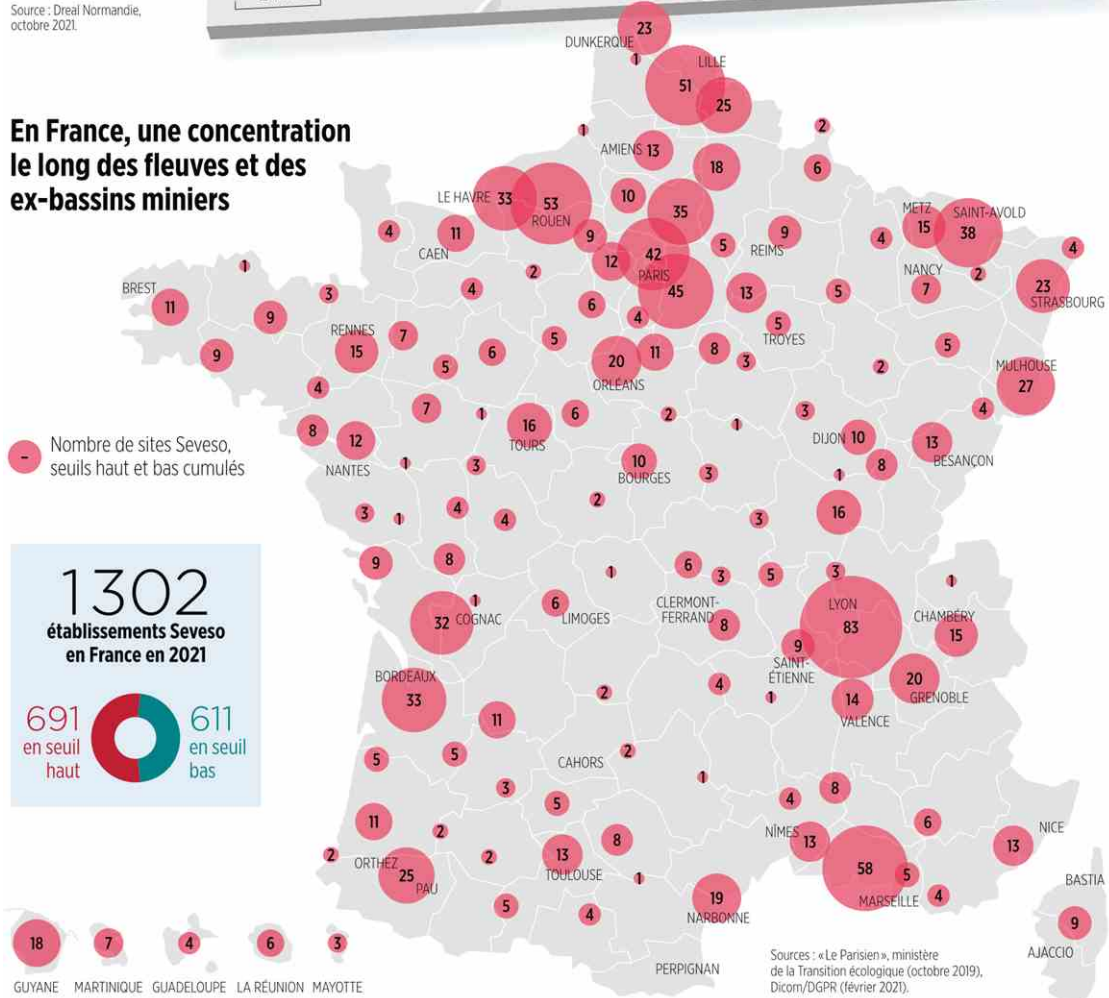


## En France, une concentration le long des fleuves et des ex-bassins miniers

Nombre de sites Seveso, seuils haut et bas cumulés



- 18 GUYANE
- 7 MARTINIQUE
- 4 GUADELOUPE
- 6 LA RÉUNION
- 3 MAYOTTE



Sources : « Le Parisien », ministère de la Transition écologique (octobre 2019), Dicrim/DGPR (février 2021).



■■■ savoir plus sur les attentes de la population, l'institut a mené une enquête sociologique sur quatre territoires de la métropole, choisis pour leur diversité socio-professionnelle et leur configuration par rapport aux sites industriels : Bois-Guillaume, Duclair, Elbeuf et Grand-Quevilly. L'ICSI s'était fixé comme objectif de mener 50 entretiens sur le terrain, il en a réalisé 90 et a recueilli 400 réponses en ligne. « On a senti que les gens avaient besoin de parler, souligne Marc Sénant, qui livre les premiers résultats avant leur publication intégrale mi-octobre. Ce qui est ressorti, c'est l'attachement au tissu industriel local et, en même temps, le sentiment qu'un nouveau contrat doit être passé. Les gens exigent de la transparence et veulent être partenaires. »

« **Éveil émotionnel.** » Pour cela, l'ICSI préconise la mise en place d'un dispositif d'information sur les risques d'accidents et les conduites à tenir. « La sécurité ne peut pas être qu'un sujet technique, il faut prendre en compte la dimension humaine, renouveler l'information avec des supports modernes, plus ludiques », souligne son directeur général, Ivan Boissières. Lors des journées de la culture du risque, qui se tiendront du 12 au 14 octobre au Pavillon des transitions, l'ICSI proposera des ateliers en réalité virtuelle pour se glisser dans la peau d'un travailleur industriel. « Les grands événements sont une occasion de faire passer les messages, mais ce n'est pas suffisant. De notre étude, il est ressorti que les gens préféreraient un saupoudrage régulier, avec des informations accessibles près de chez eux, aux bons horaires. Un des leviers du comportement, c'est aussi l'éveil émotionnel : pour que chacun soit prêt à mettre en œuvre les consignes de sécurité, il faut ramener les risques à l'échelle individuelle. » Et territoriale. Selon l'ICSI, les élus locaux doivent être au cœur de la gestion de crise. « Puisqu'on parle de plus en plus de résilience des territoires, ils doivent pouvoir se saisir de ce sujet. La culture industrielle est trop technocratique, les élus peuvent la rendre plus accessible », avance Marc Sénant.

COMME SITTILER/REA POUR « LE POINT »



## « On a découvert au matin du 26 septembre 2019 qu'on était entourés de sites dangereux. »

Simon de Carvalho, président de l'Association des sinistrés de Lubrizol.

Ce n'est pas le maire (PS) de Rouen qui le contredira. « Depuis Lubrizol, l'État n'a rien accéléré, fulmine Nicolas Mayer-Rossignol. S'il y avait un nouvel incendie aujourd'hui, ses services seraient à peu près les mêmes, avec des sirènes datant de 1945 ! » Le 26 septembre 2019, celle de Rouen a retenti à 7 h 45 alors que les images du sinistre tournaient en boucle sur les chaînes d'information et sur les réseaux sociaux depuis plusieurs heures. L'installation d'un système d'alerte par diffusion cellulaire (*cell broadcast*), imposée par une directive européenne pour juin 2022, a pris du retard : FR-Alert devrait être déployé à partir de septembre. Mais l'élu rouennais a décidé de lancer son propre système d'alerte par SMS. « Il suffit de s'inscrire sur le site de la métropole. On l'a déjà déclenché pour les orages, la canicule, les pics de pollution... C'est un dispositif qu'on conservera, même avec le *cell broadcast* », détaille Charlotte Goujon, vice-présidente chargée de la santé et de la sécurité sanitaire et industrielle. Problème : seules 20 000 per-

sonnes se sont inscrites, soit 4 % de la population métropolitaine. C'est dire si le chemin est encore long.

Sur le volet prévention, Nicolas Mayer-Rossignol salue l'annonce du gouvernement de créer un bureau d'enquête accidents comme dans l'aérien. « Mais il faut aussi une autorité équivalente à la sûreté nucléaire pour mener des enquêtes indépendantes en amont. Aujourd'hui, la Dreal, chargée des inspections, manque de moyens et, dans les rapports qu'elle rend au préfet, elle prend en compte les considérations économiques. » Au risque de laisser croire que la sécurité est moins importante que l'emploi ou l'attractivité, et d'abîmer encore un peu plus la confiance envers l'État et les industriels, déjà mise à mal lors de l'incendie. « Le sentiment de peur des premiers jours a laissé place à la défiance et, sur le temps long, c'est plus grave », relève Matthieu Fournier.

Les industriels du territoire tentent de faire bonne figure. « Nous avons réduit de 80 % la quantité de produits stockés en fûts sur place, installé des merlons pour limiter les épandages, amélioré la détection d'incendies au-delà de ce que prévoit la réglementation et le système d'extinction automatique des feux », affirme Isabelle Striga. L'entreprise a aussi voulu faire « un pas de côté » en se rapprochant de la recherche. Elle a ainsi fondé avec l'école d'ingénieurs UniLaSalle de Rouen une chaire baptisée UsinoVerT. Objectif ? Mettre à disposition des ■■■





■■■ chercheurs les 368 000 analyses environnementales effectuées au lendemain de l'incendie sous l'égide de Santé publique France, auxquelles elle a contribué. Les étudiants ont aussi participé au projet de renaturation du site sinistré, sur lequel la métropole impose à l'industriel américain la création d'un espace vert de 25 000 mètres carrés, qui sortira de terre en 2024. Mais la question centrale d'UsinoVerT est celle de la place des usines en ville. « *Les Français sont favorables à la réindustrialisation, mais pas près de chez eux. Nous réfléchissons donc aux conditions d'acceptabilité et d'appropriation* », explique Fabiana Fabri, titulaire de la chaire.

**Transition.** Une de ces conditions concerne l'amélioration de la communication par les industriels eux-mêmes. Une quinzaine d'entre eux se sont unis il y a un an au sein de l'association Upside, lancée par l'organisation professionnelle France Chimie et le grand port de l'axe Seine Haropa. Outre la mutualisation des travaux de sécurité, Upside a mené auprès des élus une enquête de perception dont les résultats alimenteront un plan d'action en 2023. Pour le maire, pas question de mettre les industries au ban de la ville. « *Le vrai humanisme n'est pas de rejeter les usines, il faut faire de l'incendie de Lubrizol*



*une opportunité pour devenir les champions de la décarbonation* », s'enthousiasme Nicolas Mayer-Rossignol. Il faut dire que 30 000 emplois sont liés à l'industrie sur le territoire. « *Faire partir les usines pour les mettre où ?* » interroge Charlotte Goujon. *Je préfère que les industriels travaillent sur la transition énergétique.* »

Sur cette thématique, les membres d'Upside ont répondu à un appel à projet de l'Ademe. Pas sûr que cela suffise à redorer leur image auprès des habitants. « *En mars, nous avons fait faire une étude par le laboratoire ToxSeek sur des cheveux d'enfants : la pollution ici est énorme et chronique* », s'inquiète Simon de Carvalho, qui souhaiterait la création, comme à Fos-sur-Mer, d'un institut écocitoyen pour produire

**« Avec le changement climatique, les risques sont de plus en plus nombreux. Les accepter, c'est s'y préparer. »**

Matthieu Fournier, hydrogéologue.

une connaissance partagée sur les pollutions. Une autre piste est soutenue par les acteurs du territoire : celle d'un observatoire des risques multiples qui pourrait succéder, d'ici deux ou trois ans, au projet Cop Herl. « *Nous sommes dans une société qui nous a vendu le risque zéro, grâce à la science et à la technologie. Or, avec le changement climatique notamment, les risques sont de plus en plus nombreux. Les accepter, c'est s'y préparer. Mais nous ne pouvons plus les aborder de façon séparée : le fonctionnement en silos n'est plus en capacité de répondre à la globalité des problèmes* », estime Matthieu Fournier qui, avec cet observatoire unique en France, pourrait permettre à Rouen de reprendre la main sur son destin ■

